Le leader des Chicago Boys

par Damien Larrouqué

Ministre de l'Économie puis des Finances (1975-1982) d'Augusto Pinochet, Sergio de Castro a été l'un des principaux cadres civils de la dictature chilienne. Il est l'artisan de la première application des mesures néolibérales à l'échelle internationale.

À propos de : Patricia Arancibia Clavel et Francisco Balart Páez, *Sergio de Castro : arquitecto del modelo económico chileno*, Providencia, Ediciones Universidad Finis Terrae, 2025, 392 p.

Initialement paru en 2007, cet ouvrage a fait l'objet d'une seconde édition en mai 2025 à la suite du décès, un an plus tôt, de Sergio de Castro, l'un des principaux hiérarques civils de la dictature chilienne (1973-1990). Par l'entremise de ce personnage controversé, le livre nous offre une entrée inédite dans les rouages de la junte pinochétiste et nous décrit, par le menu, le processus par lequel le Chili s'est converti au néolibéralisme autoritaire. Aussi propose-t-il une lecture complémentaire à l'investigation magistrale menée par Manuel Gárate Château dans le cadre de sa thèse de doctorat soutenue à l'Ehess en 2010, traduite en espagnol deux ans plus tard et plusieurs fois rééditée[1].

Bâti essentiellement sur des entrevues avec l'intéressé et citant d'autres ouvrages à caractère testimonial (mémoires, entretiens et essais d'acteurs politiques),

[1] Manuel Gárate Chateau, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012, 589 p. Pour plus de renseignements, lire la recension que lui a consacrée Stéphane Boisard pour les *Cahiers d'Amérique latine* (n°74, 2014, p. 199-203).

ce récit n'est pas à proprement parler une biographie. Sur le fond d'une part comme sur la forme d'autre part, il souffre d'au moins deux faiblesses, mais qui n'enlèvent rien à son intérêt.

Une analyse partiale, d'allure inachevée, mais éclairante

Publié par les presses de l'université Finis Terrae – laquelle est administrée par la très conservatrice Congrégation des légionnaires du Christ, l'ouvrage s'avère relativement orienté au niveau idéologique, sans pour autant manquer d'objectivité scientifique. Les deux auteurs, Patricia Arancibia et Francisco Balart, respectivement docteure en histoire de l'université Complutense de Madrid et professeur de droit public à l'Université du Chili, font montre d'une grande rigueur dans la restitution des faits, tout en entretenant une certaine complaisance envers la figure et le rôle qu'a joué Sergio de Castro (1930-2024) dans les premières années de la dictature. Ainsi ont-ils choisi de confier la préface de la première édition à Pablo Baraona, qui fut son collègue économiste, également formé au monétarisme à l'université de Chicago, et qui lui a succédé au ministère de l'Économie en décembre 1976.

Concernant l'architecture de l'ouvrage, elle s'avère étonnamment bancale, car elle se révèle, en quelque sorte, tronquée. Et pour cause, la trajectoire académique et institutionnelle relatée s'interrompt au milieu des années 1980. En somme, seule la première moitié de la vie de celui qui fut notamment ministre de l'Économie (1975-1976) puis des Finances de Pinochet (1976-1982) nous est ici retracée. L'ouvrage se termine avec son départ du gouvernement, consécutif à la crise économique qui frappe le Chili en 1982 et lors de laquelle il s'est refusé à cautionner des mesures contre-cycliques, impliquant le retour à un interventionnisme honni. À l'aune de ce portrait intellectuel, Sergio de Castro apparaît comme un partisan obtus du laisser-faire, qui n'a juré jusqu'au bout que par les mécanismes de marché[2].

[2] Lors de l'éruption sociale d'octobre 2019, il déclarait encore dans la presse que le « système se défend lui-même » et qu'un « modèle sans développement économique aurait été bien pire encore ». Cf. Damien Larrouqué, « Introduction. Le Chili s'est réveillé… et après ? », *IdeAs*, n°15, 2020, note n°2.

Chacun pour soi et Dieu pour tous

Futur adepte d'un darwinisme économique et social forcené, Sergio de Castro se forge dès la naissance la conscience que la vie est une compétition de tous les jours. Né à Santiago le 30 janvier 1930, au cœur de l'été austral, avec deux mois d'avance, ce grand prématuré est le puîné d'une fratrie de trois garçons. Élevé dans la foi catholique, Sergio grandit entre la ville minière d'Oruro et La Paz en Bolivie, où son père est directeur d'une entreprise d'import-export de produits britanniques. Scolarisé au collège jésuite San Calixto, il raconte une enfance heureuse et bagarreuse, dont l'un des jeux les plus amusants consiste, avec ses camarades, à pousser dans le dos les *cholitas* (femmes autochtones) pour leur faire dévaler les pentes abruptes de la capitale bolivienne – ce qui en dit long sur la très grande considération qu'il porte, dès le plus jeune âge, aux plus faibles que lui...

Doué pour les études mais fainéant, il achève sa scolarité dans une école anglaise à Santiago, où il se confesse les vendredis, rend les coups sur les terrains de rugby les samedis et assiste à la messe les dimanches. Après une année à l'Université de Colombie-Britannique à Vancouvert, il est contraint de rentrer au Chili, en septembre 1950, suite au décès de son père. Il tente alors de reprendre le négoce familial, mais faute de formation et de contacts, l'entreprise périclite. En reprise d'études, Sergio s'inscrit, en mars 1951, dans la filière d'ingénierie commerciale de l'Université du Chili. Rapidement, l'impétueux jeune homme déchante. La forte politisation de ses camarades l'exaspère.

Dès l'année suivante, il renonce à l'Université publique pour rejoindre l'Université catholique (UC), pourtant bien moins prestigieuse à l'époque. Qui plus est, en marge du Droit, de la Médecine ou de l'Architecture, la faculté de Commerce et de Sciences économiques de l'UC compte parmi les filières les moins courues. Outre la doctrine sociale de l'Église, on y enseigne à l'époque « l'économie domestique » qui consiste – rapporte-t-il avec ironie – « à vérifier si le prix des tomates du marché était plus ou moins cher que celui de l'épicerie » (p. 51). Le raisonnement scientifique « brillait par son absence » (p. 51).

À la faveur de l'accord qui est signé entre l'UC et l'Université de Chicago au milieu des années 1950 – et dont les tenants et aboutissants ont déjà fait l'objet de

nombreux travaux universitaires[3], de Castro part se former dans l'Illinois, sous la tutelle de l'économiste hispanophone Arnold Harberger (aujourd'hui âgé de 101 ans), lequel devient le mentor de cette première cohorte de jeunes économistes aux dents longues qu'il surnomme « les tigres ». Leur appétit est vorace. Aux côtés de Pablo Baranoa ou Arturo Fontaine, de Castro scelle un pacte : inspirés par les enseignements de Milton Friedman, Friedrich Hayek, Theodore Schultz, Georg Stigler ou encore Gregg Lewis, ils se promettent de transformer le Chili sur la base d'une rupture paradigmatique avec le keynésianisme alors triomphant.

Des amphithéâtres universitaires aux arcanes militaires

Pendant plus de dix ans, ceux qui se font bientôt appeler les « Chicago Boys » prêchent dans le désert. Le caractère disruptif de leur diagnostic anti-étatique et de leur solution pro-marché rebutent d'autant plus au Chili que sa capitale accueille, depuis 1948, la fameuse Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), une structure onusienne qui défend un développementalisme piloté par les pouvoirs publics. Au-delà de quelques *think tanks* internationaux qui gravitent dans l'orbite de la fameuse Société du Mont Pèlerin, peu nombreux sont les spécialistes à se réclamer d'un nouveau modèle macroéconomique. Du reste, on ne parle pas encore de néolibéralisme[4]. Cet isolement académique se manifeste au sein même de l'UC, où le département d'économie, dirigé par de Castro à partir de 1965, quitte physiquement le siège historique situé au cœur de Santiago pour s'installer deux ans plus tard dans un couvent excentré, désormais connu comme le « campus San Joaquin ».

Lors de la campagne électorale de 1970, les économistes de l'UC se rapprochent du candidat conservateur Jorge Alessandri, qu'ils ne parviennent cependant pas à convaincre du bien-fondé de leurs propositions hétérodoxes. Chef de file de l'Unité populaire, Salvador Allende l'emporte sur un projet de gauche radicale. Financées en sous-main par la CIA, les organisations patronales engagent alors un travail de sape contre le gouvernement socialo-communiste. La situation économique se dégrade, le

[3] Voir notamment : Juan Gabriel Valdés, Pinochet's Economists: The Chicago School of Economics in Chile, Cambridge, CUP, 1995 & Sebastian Edwards, The Chile Project: The Story of the Chicago Boys and the Downfall of Neoliberalism, Princeton, PUP, 2023.

[4] Pour une mise en perspective historique, lire Quinn Slobodian, *Les Globalistes : une autre histoire du néolibéralisme*, Seuil, 2022.

déficit budgétaire explose et l'inflation atteint des pourcentages à trois chiffres. Fin 1972, de Castro et ses acolytes commencent la rédaction d'un programme de libéralisation drastique connu comme « La Brique » (*El Ladrillo*)[5], qu'ils finalisent quelques semaines avant le coup d'État militaire, perpétré le 11 septembre 1973.

Dès le 14 septembre, le professeur est sollicité pour devenir conseiller de l'officier désigné ministre de l'Économie. C'est le début de son ascension météoritique au sein de la junte. Sa première mesure consiste à s'attaquer au contrôle des prix, qui s'exerçait alors sur quelque 3500 biens et services. Alors que ses collègues prennent les rênes de l'ODEPLAN, le département de planification d'où ils s'attèlent à la libéralisation économique, les étudiants qu'il a formés rejoignent de nombreux ministères et entreprises publiques, avec pour mission de réaliser un audit général sur la base duquel sabrer massivement dans les dépenses et résorber un déficit public abyssal. À la manière d'un Elon Musk et son DOGE avant l'heure, de Castro met sur pied ce que l'on surnomme « la patrouille juvénile » en charge de démanteler le colosse bureaucratique.

En avril 1975, face à une crise économique qui perdure, le dictateur Pinochet abandonne les vues développementalistes en vogue dans l'état-major et cède sa confiance à l'impétueux leader des Chicago Boys. De Castro est nommé ministre de l'Économie (avril 1975) puis des Finances (décembre 1976). Sous sa férule, le Chili se transforme en laboratoire du néolibéralisme : ouverture aux capitaux étrangers, stricte discipline budgétaire, réduction d'impôts sur les sociétés, privatisation massive (dans les transports, l'industrie lourde et le secteur bancaire notamment), fin du système de retraite par répartition, et surtout marchandisation de biens fondamentaux, tels que la santé, l'éducation ou encore l'eau.

Au début des années 1980, le « miracle économique chilien » prend bientôt des allures de mirage. Alors que la hausse du taux d'intérêt directeur aux États-Unis a renchéri le prix du dollar et provoqué une onde de choc sur les marchés internationaux, la libéralisation de l'activité bancaire a entraîné une explosion de l'endettement privé dans le pays. Cette croissance artificielle se solde par une série de

[5] Comme l'écrivent les auteurs, ce tapuscrit imprimé sur du papier de mauvaise qualité à quelques dizaines d'exemplaires, est devenu un « objet de culte », que « presque personne n'a lu » (p.148). Il est néanmoins distribué auprès des membres de la junte qui en font deux ans plus tard, sous l'impulsion des Chicago Boys, leur programme macroéconomique. Ce document est téléchargeable sur le site du Centre d'études politiques, un *think tank* néolibéral, qui a notamment eu Hayek pour président d'honneur. Pour plus d'informations sur les relais hayékiens dans le pays, lire : Damien Larrouqué, « Le savant sans le politique : La conception hayékienne de l'action publique au Chili », *Terrains/Théories*, n°16, 2022.

faillites. Si de Castro défend une régulation renforcée des entités financières et accepte le principe d'une recapitalisation (novembre 1981), en bon économiste monétariste qu'il est, il refuse catégoriquement de dévaluer et milite pour supprimer le salaire minimum. Son mentor, Milton Friedman, reçu pour une seconde visite à Santiago au même moment, le conforte dans sa position. Mais son intransigeance agace au sein de la junte, qui craint un retournement de l'opinion publique face au marasme économique qui s'installe. Après avoir tenu tête pendant plusieurs semaines à Pinochet, de Castro lui remet sa démission en avril 1982. Entraînant dans son sillage un regain d'inflation, la dévaluation tant décriée approfondit la crise, ainsi que le déplorent les auteurs (p. 363 et suivantes).

L'influence posthume

L'ouvrage se conclut sur le retour en grâce des solutions néolibérales, à la faveur de la nomination, trois ans plus tard, d'Hernán Büchi, un « vrai-faux » Chicago Boys (formé à Columbia, mais friedmanien par conviction, et artisan entre autres de la réforme des retraites par capitalisation).

Quant à de Castro, une brève recherche sur internet nous apprend qu'après son départ du gouvernement, l'économiste retourne aux affaires, prenant notamment la tête d'un fonds de pension puis de la banque Edwards, l'une des principales entités financières du Chili.

Depuis la transition démocratique, son héritage académique, économique et institutionnel, comme celui des Chicago Boys dans leur ensemble, n'a jamais été aussi valorisé. Un certain Miguel Kast a été son élève à la UC puis formé, comme lui, à Chicago, à partir de 1971[6]. Le flambeau du néolibéralisme autoritaire dont ils se sont tous deux réclamés a aujourd'hui été repris par le petit dernier de la fratrie Kast, José Antonio de son prénom, l'actuel président d'extrême droite élu en novembre 2025[7].

[6] José del Pozo Artigas, *Diccionario histórico de la dictadura cívico-militar en Chile*, Santiago, LOM Ediciones, 2018, p. 102-103.

[7] Pour plus de renseignements, lire : Stéphanie Alenda et Damien Larrouqué, « José Antonio Kast au pouvoir au Chili : un tournant symptomatique d'une radicalisation droitière en Amérique latine », *The Conversation*, 24 mars 2026 [https://doi.org/10.64628/AAK.k3vjhqhes]

Au-delà de la figure de Pinochet, le spectre de la dictature militaro-civile plane toujours sur le Chili, tel un condor aux griffes macroéconomiques se repaissant de la carcasse de l'État.

Publié dans laviedesidees.fr, le 9 juillet 2026.